



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
INTERMINISTÉRIELLES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF-SAPPIE-BE-2019-0233**

du **11 JUIN 2019**

**annulant l'arrêté préfectoral N° PREF-SAPPIE-BE-2019-0143 du 17 avril 2019 mettant en demeure la société IBRE située sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment les dispositions des articles de la section III concernant la protection contre la foudre ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

VU le récépissé de mutation du 18 janvier 2006 délivré à la société IBRE de sa déclaration faisant part de son intention d'exploiter une activité de fonderie sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation délivré à la société ZF Masson en date du 10 février 2000, autorisant la société IBRE (International Braking and Railway Equipment) à poursuivre l'exploitation d'une fonderie de capacité de production 12t/j et d'une installation de revêtement métallique par étamage sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0143 du 17 avril 2019 mettant en demeure la société IBRE située sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006, notamment en ce qui concerne le stockage des déchets métalliques ;

VU le courrier du 10 mai 2019 par lequel M. le Directeur général délégué de la société IBRE fait savoir qu'il a sollicité un permis de construire pour la création d'un bâtiment de stockage des bennes à copeaux ;

VU le courriel du 29 mai 2019 par lequel l'inspection des installations classées confirme que les démarches initiées par la société IBRE permettent de remédier à la non-conformité majeure faisant l'objet de la mise en demeure du 17 avril 2019 ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que la mise en demeure notifiée à la société IBRE par arrêté N° PREF-SAPPIE-BE-2019-0143 du 17 avril 2019 peut être levée ;

**SUR** proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

## **ARRETE**

### **Article 1-**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0143 du 17 avril 2019 mettant en demeure la société IBRE située sur le territoire de la commune de Saint-Denis-les-Sens de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 sont annulées.

### **Article 2**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3**

Mme la Secrétaire générale de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IBRE et dont copie sera adressée :

- à M. le Maire de Saint-Denis-les-Sens,
- à M. le Sous-préfet de Sens,
- à Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- à M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- à M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- à M. le Délégué général de l'Agence régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- à M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la préfecture.

Fait à Auxerre, le **11 JUIN 2019**

Préfecture de l'Yonne - Service du courrier

**12 JUIN 2019**

**ARRIVÉE**

Pour le préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale,

  
Françoise FUGIER

*Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.*

*A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique. Ce recours prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

